



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale

relatif à l'exploitation de la carrière de quartzite par la société GUEGAN T.P. au lieu-dit « Botan » à ROSTRENEN

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations classées et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 : « installations de broyage, concassage, criblage » ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2020 approuvant le schéma régional des carrières de Bretagne ;

Vu la demande du 16 septembre 2022, complétée le 21 juillet 2023 présentée par la société GUEGAN T.P. pour l'obtention du renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de quartzite au lieu-dit « Botan » à ROSTRENEN ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 27 octobre 2023 ;

Vu la décision en date du 7 septembre 2023 du président du tribunal administratif de RENNES, portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 9 janvier au 9 février 2024 inclus ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis au public ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 21 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie le 30 mai 2024, dans sa formation « Carrières », au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 juin 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2024 portant prorogation du délai de statuer ;

Vu le courriel du pétitionnaire du 17 juin 2024 émettant des observations sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des Installations classées ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial pour prévenir les risques pour la santé du voisinage et correspondant à l'usage des techniques actuellement disponibles afin de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant ;

Considérant les remarques exprimées au cours de l'enquête publique ;

Considérant le mémoire en réponse de l'exploitant ;

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des contributions des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant le suivi de la qualité des eaux en fond de fouille par un suivi analytique au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les ans ;

Considérant le suivi du niveau piézométrique du puits située sur la parcelle cadastrée ZL n°22 dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les six mois ;

Considérant le suivi acoustique par un contrôle des émergences et du niveau de bruit en limite de propriété effectué au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les trois ans sur les points de mesures prévus ;

Considérant le suivi des poussières au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les ans sur les points de mesures prévus ;

Considérant l'encadrement des mesures d'évitement, de réduction et de suivis écologiques ;

Considérant que ce projet est compatible avec le schéma régional des carrières ;

Considérant que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, la surveillance du site et l'intervention en cas d'accident ou de pollution, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société GUEGAN T.P. (SIRET n°350 750 022 000 13), dont le siège social se situe au lieu-dit «Le Bourg» sur la commune de KERGRIST-MOËLOU (22110), est autorisée à poursuivre et approfondir sur le territoire de la commune de ROSTRENEN l'exploitation de la carrière de « Botan » (coordonnées Lambert RGF 93 X = 233 236 à 233 559 m et Y = 6 809 025 à 6 809 277 m), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté détaillées dans les articles suivants.

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2001.

Abrogation d'actes antérieurs

Les arrêtés préfectoraux du 25 mai 2009 et du 30 août 2012 sont abrogés.

Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 : « installations de broyage, concassage, criblage » ;
- Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ».

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Titre	Critères de classement	Capacité de l'installation	Classement
2510-1	Exploitation de carrières.	/	Exploitation de carrière : Maximum 40 000 t/an Emprise totale de la demande : 50 248 m ²	Autorisation
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, (...) de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation.	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.	1 installation fixe de criblage de 133 kW 1 installation de lavage de 70 kW 1 installation mobile de concassage de 400 kW TOTAL de 603 kW	Enregistrement
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	5 000 m ² < D < 10 000 m ²	6 000 m ²	Déclaration

Nomenclature loi sur l'eau

Les activités suivantes sont classables au titre de la loi sur l'eau en application de l'article R.214-1 du Code de l'environnement qui définit la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

Rubrique	Titre	Critères de classement	Capacité de l'installation	Classement
2.1.5.0 2)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	S = surface dont les écoulements sont interceptés par le projet S ≥ 20 ha (A) 1 ha < S < 20 ha (D)	Surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés : 5 ha	Déclaration

Situation de l'établissement

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 50 000 m², dont 20 000 m² dédiée à l'extraction.

Commune	Section	Numéro	Superficie totale (m ²)	Superficie autorisée (m ²)	Occupation principale
ROSTRENEN	ZM	66	50248	50248	Extraction pour partie stockage de transit de produits minéraux Bassins
TOTAL PÉRIMÈTRE AUTORISÉ				50 248 m ²	

Toute modification de dénomination de la parcelle concernée devra être déclarée à l'Inspection des Installations classées.

Matériaux extraits et quantités autorisées

Matériau extrait	quartzite
Quantité totale des matériaux à extraire	300 000 m ³ (densité de 2)
Quantité totale des matériaux à extraire	600 000 tonnes
Quantité maximale annuelle extraite	40 000 tonnes
Cote d'exploitation minimale	200 m NGF

1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation est accordée pour **une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté**. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage naturel.

1.5. GARANTIES FINANCIÈRES

Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, applicable aux installations classées visées par la rubrique 2510-1, sur la base d'une remise en état coordonnée à l'exploitation.

Phase d'exploitation	Montant des garanties financières (TP01 de juin 2022)
1 (0-5 ans)	101 918,00 €
2 (6-10 ans)	130 032,00 €
3 (11-15 ans)	114 759,00 €
4 (16-20 ans)	95 689,00 €
5 (21-25 ans)	47 264,00 €
6 (26-30 ans)	32 315,00 €

Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement, dès la mise en exploitation du site.

2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. CONDUITE D'EXPLOITATION

Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des Installations classées.

Principe d'exploitation

La conduite de l'exploitation est effectuée conformément aux principes définis dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé et aux plans de phasage et de remise en état en annexes du présent arrêté.

Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des Installations classées sur le site, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

2.3. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,
- les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics, etc...).

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

3.1. SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures présentées dans le dossier (cf. plan en annexe) :

- P1 : habitation située à l'Est,
- P2 : habitation située au Sud-Ouest,
- P3 : en limite de site au Nord-Ouest, sous les vents dominants

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par la méthode des plaquettes de dépôt, conformément à la norme AFNOR – NF X 43-007 « *Qualité de l'air - Air ambiant - Détermination de la masse des retombées atmosphériques sèches - Prélèvement sur plaquettes de dépôts - Préparation et traitement* ».

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Les campagnes de mesure durent un mois maximum, et sont réalisées une fois par an.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des plaquettes installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles).

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Inspection des Installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Origine des approvisionnements en eau

Le prélèvement d'eau réalisé sur le forage est destiné uniquement au fonctionnement de l'installation de lavage. Le volume annuel prélevé est de 4 000 m³ maximum.

Localisation du forage

Coordonnées Lambert RGF 93	
X	X = 233 457 m
Y	Y = 6 809 156 m

4.2. GESTION DES EAUX PLUVIALES

Il n'y a pas de rejet au milieu. Les eaux pluviales sont dirigées vers le fond de fouille

4.3. SURVEILLANCE DES EAUX

Surveillance des eaux du fond de fouille

L'exploitant réalise une fois par an une analyse des eaux de fond de fouille sur les paramètres suivants :

Paramètres	Valeur limite
pH	5,5 – 8,5
Hydrocarbures	5 mg/L

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté. En ce qui concerne les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En cas de dépassement sur un paramètre de ces valeurs, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'Inspection des Installations classées.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise le suivi piézométrique dans le puits de la parcelle ZL n°22 dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, puis renouvelé tous les six mois.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

5 – PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

5.1. MESURES DE SUIVI POUR LA PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de suivi prévus dans le dossier de demande d'autorisation susvisé et notamment :

Mesures d'évitement

- E1 : exploitation sans atteinte au réseau de haies.
- E2 : maintien sur la périphérie intérieure (fraction Est et une frange Nord) de milieux arbustifs favorables aux espèces d'oiseaux telles que la linotte mélodieuse et le chardonneret élégant, aux mammifères notamment le hérisson, et aux amphibiens.
- E3 : évitement de lisières favorables aux reptiles et chiroptères notamment celles orientées au Sud.

Mesures de réduction

- R1 : débroussaillage, défrichement, taille de haies réalisés de novembre à mars.
- R2-1 : poursuite de l'exploitation en évitant les fronts de taille fréquentés par l'Hirondelle de rivage pendant la période de reproduction de mi-mars à mi-août.
- R2-2 : prise en compte des zones d'observations éventuelles de l'espèce par un balisage du secteur et/ou une consigne d'évitement temporaire du secteur.
- R2-3 : talutage à environ 45° des secteurs exploités pour éviter de créer des zones favorables à l'installation de l'espèce.
- R2-4 : dans le cadre du réaménagement, comblement limité en limite Sud-Ouest afin de préserver un front sablonneux apparent favorable au maintien de l'espèce.
- R3 : conservation des milieux aquatiques.
- R4 : lutte contre les espèces végétales invasives.
- R5 : au cours de la phase 1 de l'exploitation, mise en place de nichoirs à oiseaux en périphérie du site.

Suivis écologiques

- SE1 : Suivi des oiseaux : 2 campagnes d'inventaires lors de la période de reproduction à l'aide de points d'écoute répartis dans le périmètre du site :
 - Fréquence : année n+1, n+3 et n+5 de la phase 1 puis tous les 5 ans durant les différentes phases,
 - Transmission en fin d'année, à l'Inspection des Installations classées, de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.

- SE2 : Suivi des amphibiens : 2 campagnes d'inventaires lors de la période de reproduction au niveau des milieux aquatiques attractifs représentés ici par les différents bassins :
 - Fréquence : année n+1, n+3 et n+5 de la phase 1 puis tous les 5 ans durant les différentes phases
 - Transmission en fin d'année, à l'Inspection des Installations classées, de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.
- SE3 : Suivi de la flore invasive : campagne d'inventaire estivale pour la recherche et la localisation des espèces végétales invasives avec un focus plus particulier pour celles relevant des catégories « invasives avérées » et « invasives potentielles » selon les statuts établis par le CBN de Brest :
 - Fréquence : année n+1, n+3 et n+5 de la phase 1 puis tous les 5 ans durant les différentes phases,
 - Transmission en fin d'année, à l'Inspection des Installations classées, de la réalisation du suivi d'un rapport illustré et commenté.

6 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

6.1. NIVEAUX ACOUSTIQUES

Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Auto-surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique par un contrôle des émergences est effectuée dès le début des activités et au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les 3 ans (pendant la campagne d'extraction) sur les points de mesures prévus (cf. plan en annexe), à savoir :

- ZER 1 (S1) – habitation située à Botan à l'Est de la carrière ;
- ZER 2 (S2) – habitation située à Botan au Sud-Ouest de la carrière.

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site. Le compte-rendu des mesures doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

6.2. TIRS DE MINES ET VIBRATIONS

Caractéristiques des tirs

Les dispositifs d'abattage à l'explosif, et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés. Les tirs doivent être fractionnés par l'utilisation de détonateurs à micro-retard. La charge unitaire maximale d'explosifs est limitée à 100 kg avec une tolérance de 10 %, cette valeur sera réduite au besoin en fonction des mesures lors du rapprochement des zones habitées.

Valeurs limites

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

On entend par « constructions avoisinantes » les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Information des riverains et de l'Administration

Avant chaque tir, l'exploitant doit prévenir au moins 24 heures à l'avance le voisinage, la mairie de Rostrenen et l'Inspection des Installations classées selon les modalités définies avec les parties intéressées (courrier, télécopie, appel téléphonique, affichage en mairie,...) du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

Auto-surveillance des niveaux de vibrations

Une mesure de vibrations est effectuée, à chaque tir de mines, par un organisme ou une personne qualifiée au niveau de l'habitation la plus proche, en même temps que la mesure de surpression acoustique aérienne.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation,...) ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'Inspection des Installations classées.

7 – DÉCHETS

7.1. PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION RÉSULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIÈRE

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

7.2. ACCUEIL DE DÉCHETS INERTES EXTÉRIEURS

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à hauteur de 20 000 tonnes par an pendant 20 ans puis 45 000 tonnes pendant 10 ans pour le remblaiement de la fosse.

8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

8.1. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée dans la mairie de ROSTRENEN et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché dans la mairie de ROSTRENEN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée minimale d'un mois.

8.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.181-17 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor, département dans lequel elle a été délivrée, prévue au 4° du même article.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

8.3. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le Directeur de l'Agence régionale de santé de Bretagne et l'inspection des Installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de ROSTRENEN et à la société GUEGAN T.P.

Saint-Brieuc, le **19 JUIN 2024**
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to be 'David COCHU', written over a horizontal line.

David COCHU

ANNEXES

Annexe 1 : Plan parcellaire sur fond cadastral

Annexe 2 : Plans de phasage d'exploitation

Annexe 3 : Plan des suivis environnementaux

Annexe 4 : Plan de remise en état

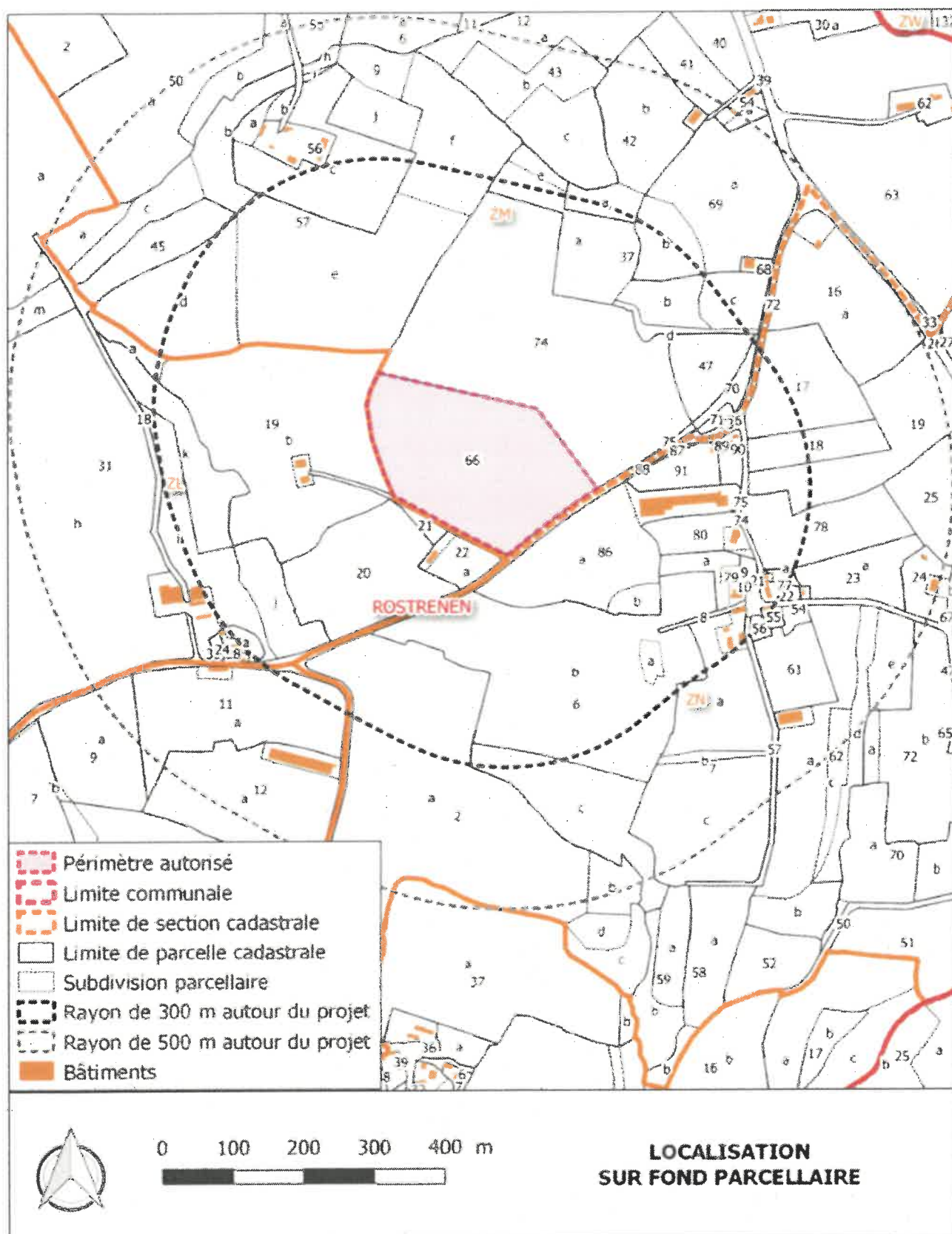
Vu pour être annexé
à l'arrêté du **19 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire général,



David COCHU

Annexe 1 - Plan parcellaire sur fond cadastral



Annexe 2 - Plans de phasage d'exploitation

Phase	Période (années)	Progression des extractions	Aménagements et stockages
1	Phase 1 : 0-5 ans	Avancée du palier 210 m NGF vers le Nord-Ouest et création d'un palier inférieur à 200 m NGF au Nord-Ouest.	Stockage des découvertes, et déchets inertes au Nord de la carrière (ancien bassin à boue) et dans l'excavation Est.
2	Phase 2 : 6-10 ans	Avancée du palier 210 m NGF vers le Sud-Ouest jusqu'à sa limite finale et progression du palier 200 m NGF vers le Sud-Ouest.	Stockage des découvertes, et déchets inertes au Nord de la carrière (ancien bassin à boue) et dans l'excavation Est.
3	Phase 3 : 11-15 ans	Avancée du palier 200 m NGF vers le Sud-Ouest.	Stockage des découvertes, et déchets inertes à l'Est au niveau de l'ancienne excavation et début des remblaiements dans l'excavation Ouest
4	Phase 4 : 16-20 ans	Avancée du palier 200 m NGF vers le Sud-Ouest jusqu'à sa limite finale.	Poursuite des remblaiements de l'excavation Ouest. Remise en état naturelle (restitution à la topographie initiale) des terrains à l'Est de la carrière.
5	Phase 5 : 21-25 ans	/	Démantèlement des installations. Avancée des remblaiements vers le Sud de l'excavation Ouest Remise en état naturelle (restitution à la topographie initiale) des terrains au Nord de la carrière.
6	Phase 6 : 26-30 ans	/	Fin des remblaiements sur la carrière. Fin de la remise en état naturelle (lande) (restitution à la topographie initiale) de la carrière.











Annexe 3 - Plan des suivis environnementaux



Annexe 4 - Plan de remise en état

